

EUROPE - MONDE

L'e-commerce profite de Thanksgiving

ÉTATS-UNIS. Les ventes en ligne ont augmenté de 15% sur une année.

Les consommateurs américains semblent avoir porté leurs achats par internet à de nouveaux records au cours du «Cyber Monday», le lundi suivant le long week-end de Thanksgiving et l'un des pics annuels du secteur de la distribution aux Etats-Unis. A la mi-journée, IBM Benchmark faisait état d'une hausse de 15% sur un an des ventes en ligne. Le Cyber Monday de 2010 avait été marqué par le franchissement du seuil du milliard de dollars de ventes en ligne.

Cette année, le cabinet spécialisé sur le e-commerce Comscore a estimé que les ventes devraient avoir dépassé ce lundi les 1,2 milliard de dollars. «Dans l'ensemble, cela prend la forme d'une bonne saison de ventes.»

IBM Benchmark a parallèlement constaté qu'une hausse de 7,4% des achats pendant le Cyber Monday à la mi-journée avaient été faite à partir des téléphones portables ou des tablettes.

Il n'était pas encore certain que les fortes ventes pendant le week-end traditionnel de chasse aux bonnes affaires de Thanksgiving signalent une meilleure saison que l'an dernier pour les distributeurs, car les consommateurs se sont peut-être seulement rués sur les promotions de Thanksgiving. ■

AGENDA

MERCREDI 30 NOVEMBRE

UE
Zone euro: inflation novembre, 1re estimation
Zone euro: chômage octobre
Bruxelles: réunion des ministres européens des Finances

ALLEMAGNE
Chômage novembre

FRANCE
Dépenses de consommation des ménages en biens octobre - Insee
Indices de prix de production et d'importation de l'industrie octobre - Insee
Trigano: résultats annuels 2011
St Dupont: résultat 1S 2011-2012
Naturex: résultats 3T

GB
Sage: résultats annuels

ITALIE
Chômage octobre
Inflation novembre 1re estimation

ESPAGNE
Balance des comptes courants au 3T

PORTUGAL
Vote prévu au Parlement du budget 2012 qui comprend des mesures drastiques d'austérité afin de permettre au Portugal de respecter ses engagements budgétaires

AUTRICHE
Strabag (gpe de BTP): résultats au 3T
ÖVAG: assemblée générale extraordinaire de la banque, en difficulté

USA
Chiffres ADP de l'emploi dans le secteur privé novembre
Productivité au 3T 2e estimation
Activité industrielle dans la région de Chicago novembre
Promesses de vente de logements novembre
Stocks hebdo de pétrole brut aux USA
Livre Beige de la Fed
Stanford: intervention du président de la Fed de Minneapolis, Narayana Kocherlakota, sur la politique monétaire américaine, à l'université de Stanford

La force de résistance américaine

GUTZWILLER FUNDS. La banque bâloise a organisé hier à Genève une conférence portant sur les atouts économiques des Etats-Unis.

ARNAUD COGNE

Gutzwiller Funds a organisé hier à Genève une conférence sur le thème «L'Amérique peut-elle éviter la récession?». Présentée par le propriétaire de Socofi (Les Cahiers Verts de l'économie) Jean-Pierre Petit, cet événement voulait rassurer les investisseurs quant à la situation en Amérique. En introduction, Jean-Pierre Petit a voulu replacer le contexte dans le lequel les Etats-Unis évoluent. Il situe la décennie 2001-2010 comme la pire en matière de croissance depuis 1945, que ce soit pour l'Amérique ou pour l'Europe.

Néanmoins, il a souhaité comparer le temps passé en récession entre la période d'avant et d'après guerre. Il en ressort que lors de la première de ces périodes, la récession sévissait plus de 41% du temps. Ces récessions duraient plus longtemps et étaient plus fréquentes qu'aujourd'hui.

Le Japon a également connu un déclin important, et «n'existe quasiment plus en tant que moteur

de croissance mondiale, selon l'économiste. Et les risques que les Etats-Unis connaissent une spirale similaire à celle du Japon sont presque nulles.» Il justifie cette déclaration en expliquant que le Japon a connu l'éclatement d'une double bulle, immobilière et boursière en 1989-1991 et que les niveaux de sur valorisation étaient beaucoup plus massifs dans ce pays.

La bulle immobilière du Japon est jugée comme la plus importante de l'histoire contemporaine par l'économiste, qui cite en exemple le district de Ginza (Tokyo), où le mètre carré atteignait un million de dollars en 1989. Les erreurs de politiques économiques sont également pointées du doigt par Jean-Pierre Petit, en particulier la lenteur des décisions prises et la hausse surprenante de la TVA en 1997.

Le Japon est également le pays le plus endetté, toutes dettes confondues, depuis 1990 et devrait, selon lui, le rester pour de nombreuses années encore.

Il identifie l'absence de croissance



JEAN-PIERRE PETIT. La situation économique des Etats-Unis est bien moins dramatique qu'en Europe.

démographique comme le cœur du problème de croissance économique. Les grands pays, tels que le Japon, la Russie, l'Italie ou l'Allemagne voient leur population diminuer. Contrairement à celle des Etats-Unis, qui se maintient aux alentours de 1%. «La dégradation des finances publiques a pour principale raison le vieillissement des populations, un phénomène moins fort en Amérique», explique l'économiste. Il présente ensuite le Core Tier One - ratio de solvabilité - de fin 2010 publié par le Fonds monétaire international (FMI). Il y apparaît que les Etats-Unis sont à

16%, tandis que la zone euro n'est qu'à 9,8%.

Le choc de confiance de l'été s'étant apparemment dissipé, Jean-Pierre Petit a donné ses perspectives immédiates pour la conjoncture américaine. Il juge une consommation fragile et des stocks un peu élevés comme principales faiblesses.

A l'inverse, des investissements résidentiels désormais en hausse, des entreprises encore en position de soutenir la reprise (profits, productivité et aversion au risque déjà élevée) ainsi que des conditions financières qui sont, dans l'ensemble, favorables à une contagion financière européenne limitée sont autant de notions qu'il juge comme étant les points forts de l'économie américaine. Quant à la dette des Etats-Unis, Jean-Pierre Petit a voulu éclaircir la situation. En effet, le plafond de la dette publique américaine a déjà été relevé 38 fois depuis 1980, sans jamais voir apparaître autant de tensions que cet été. Il note qu'aucun président n'a jamais été réélu en période de réces-

sion et que, malgré cela, les républicains peinaient à remonter dans les sondages, ce qui serait à l'origine de la violence des débats passés. De plus, même si l'Etat fédéral est endetté à hauteur de 15.000 milliards de dollars, les Etats fédérés ne peuvent augmenter leur dette et réduisent leurs coûts depuis quatre ans déjà. «La dette des entreprises y est également beaucoup plus faible qu'en Europe, assure Jean-Pierre Petit. Cumulé à un cash flow élevé et à des taux d'intérêts plutôt bas, la situation tend à voir apparaître un redressement de ces sociétés.»

Il conclut en assurant que s'il avait à choisir entre un titre américain et européen sur dix ans, il prendrait, sans hésitation aucune, le titre américain. ■

LA DÉGRADATION DES FINANCES PUBLIQUES A POUR PRINCIPALE RAISON LE VIEILLISSEMENT DES POPULATIONS.

Le statut d'emprunteur remis une nouvelle fois en question

ÉTATS-UNIS. Fitch attend du pays qu'il s'attaque à son déficit. Et l'avertit qu'il pourrait perdre son triple A.

Le statut d'emprunteur des Etats-Unis a été encore un peu plus écorné avec les menaces de Fitch. L'agence de notation pourrait faire perdre au pays sa note AAA dans les deux années à venir si la classe politique à Washington ne s'attaque pas au déficit budgétaire.

Fitch était la dernière des trois grandes agences à maintenir une perspective «stable» sur la note AAA attribuée à la dette de long terme des Etats-Unis. Elle est désormais «négative», comme chez ses concurrents Moody's et Standard and Poor's.

S&P a cependant abaissé la note d'un cran en août dernier, à AA+, tandis que chez Moody's et Fitch, elle reste la meilleure possible, avec le fameux triple A. Pour Fitch, il y a désormais «une probabilité légèrement supérieure à 50%» de voir la note abaissée dans les deux années à venir. Les trois agences font actuellement le même diagnostic: les Etats-Unis n'ont jusqu'ici aucun problème à financer leur déficit sur les marchés de la dette, mais ils le laissent filer à des niveaux potentiellement dangereux. Le blocage a été illustré par l'échec de la «super-commission»

parlementaire chargée de trouver des moyens de réduire le déficit de l'Etat fédéral. Formée en août, et investie de la mission de trouver au moins 1200 milliards de dollars d'économies cumulées sur dix ans avant novembre, cette instance n'a jamais paru en mesure de forger un compromis entre ses membres républicains et démocrates.

Cet échec doit enclencher à partir de 2013 des coupes automatiques dans les dépenses. Le Trésor a souligné qu'il préférerait que les parlementaires se mettent d'accord sur des mesures de réduction du déficit moins univoques. «La décision de l'agence Fitch rappelle la nécessité pour le Congrès de diminuer le déficit du pays à long terme de manière équilibrée», a indiqué une porte-parole du ministère, Colleen Murray.

Mais pour Fitch, le problème restera entier tant que les électeurs n'auront pas tranché entre les

deux partis en novembre 2012. «La perspective négative reflète la confiance de moins en moins grande de Fitch en les chances de voir venir à temps les mesures budgétaires nécessaires pour mettre les finances publiques des Etats-Unis sur un chemin viable et assurer leur note AAA à la suite de l'échec» de cette commission, a expliqué l'agence. «Un accord et une mise en œuvre en 2013 d'un plan crédible de réduction du déficit à moyen terme qui stabiliserait la dette publique dans la deuxième moitié de la décennie relâcherait la pression sur la note des Etats-Unis, même si en repoussant les décisions difficiles à prendre en termes d'imposition et de dépenses après les élections législatives et présidentielles à venir, la taille et le rythme nécessaires de la réduction du déficit seront plus importants.» Dans l'immédiat, faute d'avoir un Congrès qui augmente ses recettes ou réduise ses dépenses,

l'exécutif peut compter sur des taux d'intérêt parmi les plus bas au monde.

Le Trésor américain a émis lundi de la dette à trois mois à des taux compris entre 0 et 0,03%, et de la dette à six mois à des taux entre 0,04 et 0,07%.

Les dernières ventes de dette américaine «ont toutes été solides sur fond de faible volume d'échanges et à un moment où les problèmes européens, en particulier l'avenir de l'euro, ont aidé le dollar et par là même les bons du Trésor américain», ont relevé les analystes.

Pour de la dette à trois mois émise lundi également, la France a payé 0,378% en moyenne, alors qu'elle conserve sa note triple A avec perspective «stable» chez Standard and Poor's, Moody's et Fitch.

Sur la dette à six mois vendredi, l'Italie (A+ chez Fitch, A2 chez Moody's et A chez S&P) avait payé quelque 6,5%. ■

Les incitatifs bons du Trésor

Les Emirats arabes unis ont annoncé avoir repris les investissements dans les bons du Trésor américain, tout en minimisant l'impact de la crise de la dette en Europe.

Le gouverneur de la Banque centrale des Emirats, Sultan Nasser al-Suwaidi a indiqué hier, lors d'une conférence, que son pays, qui dispose du plus riche fonds souverain du monde avec l'Abou Dhabi Investment Authority (ADIA), avait repris ses investissements dans les bons du Trésor américain. «Maintenant, nous investissons» dans les bons du Trésor,

a-t-il dit, tout en précisant que le taux d'intérêt, tombé cette année à «un très bas niveau», était redevenu «raisonnable».

Sultan Nasser al-Suwaidi a également expliqué que «les opérations bancaires et les relations d'affaires avec l'Eurozone sont limitées, car seuls 20% de nos échanges commerciaux se font avec cette zone». Le gouverneur de la Banque centrale a estimé que l'euro était «une grande devise», ajoutant que l'Union européenne était «un bloc très important de pays» qui pourrait surmonter la crise. ■

ÉTATS-UNIS: moral des ménages en forte hausse

Le moral des ménages américains s'est fortement amélioré en novembre, selon l'indice de confiance qui s'est établi à 56 points contre 40,9 le mois précédent. Par rapport à octobre, les sondés ont fait part d'une amélioration de leur situation actuelle, avec un indice qui a bondi de 27,1 à 38,3. Ils sont moins nombreux à trouver la conjoncture économique «mauvaise» (38,2%), et les emplois «difficiles à décrocher» (42,1%). Mais ces personnes interrogées jusqu'au 15 novembre témoignent surtout d'une plus grande confiance dans les perspectives des six mois à venir, avec une hausse de l'indice de 50,0 à 67,8. Les consommateurs semblent entrer dans la période des fêtes avec une humeur plus positive, même si les chiffres dans l'ensemble restent historiquement bas.

ÉTATS-UNIS: les prix de immobilier en baisse

Les prix de l'immobilier ont fortement baissé aux Etats-Unis en septembre. En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont chuté de 0,6% par rapport au mois précédent, après avoir été stables en août. Sur un an, ces prix affichent une baisse de 3,6%, alors que les analystes tablaient sur 3,0% seulement. Des taux d'intérêt bas n'ont pas réussi à raviver le marché immobilier, qui souffre encore des effets de l'éclatement d'une bulle spéculative en 2006-2007. Si l'effondrement des prix constaté après cette bulle, pendant les années 2007 à 2009, semble derrière, cependant toute reprise durable nécessitera probablement une économie plus solide, selon les spécialistes.